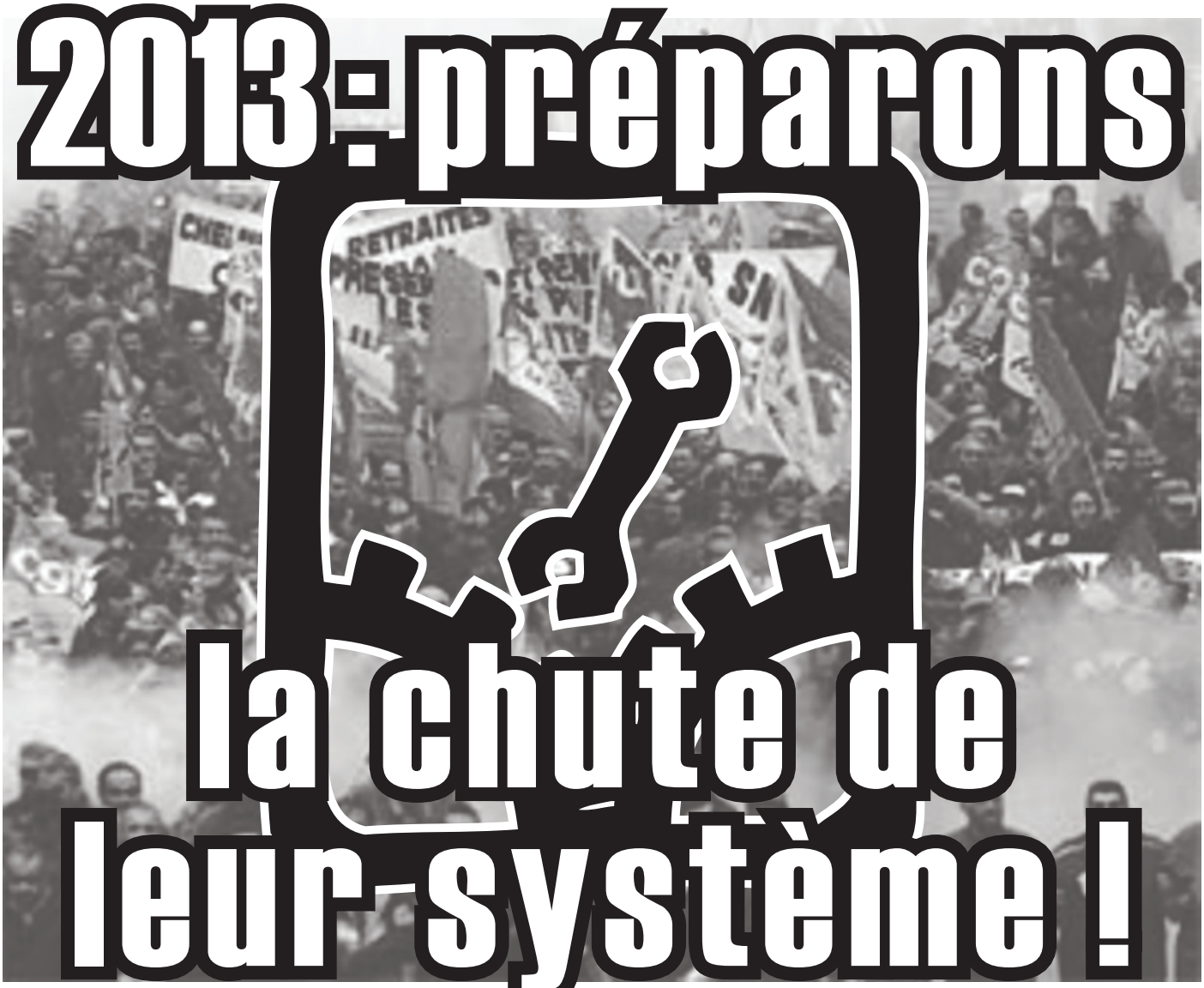
# la cause du peuple

nouvelle édition

N°18 janvier 2013

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire


# 2013 : préparons la chute de leur système !



La crise du capitalisme se poursuit, s'accentue en France, en Europe et à l'échelle mondiale. Comme il est écrit dans le Manifeste du Parti Communiste : *« Poussée par le besoin de débouchés… la bourgeoisie envahit le monde entier. Il lui faut s'implanter partout… Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. »*

# l'éditorial

Le Manifeste a été écrit il y a 165 ans, il est pourtant d'une actualité brûlante. Aujourd'hui, le capital financier domine toutes les sphères de la production, organisée en trusts de plus en plus puissants regroupant les activités les plus diverses au sein d'immenses trusts internationaux, dans l'industrie, l'agriculture, les services, etc.

Le géant de la sidérurgie Mittal, face à la surproduction d'acier, ferme ses usines, détruit une partie de son appareil de production, le restructure, ce qui entraîne une destruction massive des emplois. Le chômage ne cesse d'augmenter de façon massive. Dans le domaine de la distribution, les trusts commerciaux comme Virgin doivent déposer le bilan. Ce sont encore des milliers d'emploi qui sont supprimés. La crise de surproduction frappe de plein fouet le secteur automobile. Des milliers d'emplois sont supprimés à PSA, Renault, Ford, etc. Des milliers d'autres entreprises sont frappées par le chômage.

*«Comment la bourgeoisie surmonte-elle ces crises ? D'un côté en imposant la destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et des plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir. […] Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. […]* ***Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui l'a mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les prolétaires.»*** (Manifeste du Parti Communiste – Karl Marx et Friedrich Engels)

Aujourd'hui, après la liquidation du camp socialiste par ceux qui ont trahis, la bourgeoisie est plongée dans une crise encore plus profonde que celles qui ont précédées. Mais les prolétaires, et plus largement tous ceux qui dépendent du capital pour vivre, sont de plus en plus nombreux. Celles et ceux qui ont intérêt à la destruction du système capitaliste représentent 90 % de la population mondiale.

Ce système ne pourrait survivre si la bourgeoisie n'avait pas des alliés, si elle ne pouvait s'appuyer sur les faux-amis du peuple. Qui sont ces faux-amis ? Ce sont ceux qui prétendent travailler pour le peuple, servir le peuple, sans détruire le système qui les exploite, les opprime. Ce sont les dirigeants sociaux-démocrates, les faux communistes et les opportunistes qui trompent les travailleurs, qui leur promettent qu'ils vont sauver leurs emplois mais ne prennent aucune mesure pour empêcher les capitalistes de les détruire. Ils sont épaulés par les directions réformistes et conciliatrices des syndicats que nous ne saurions confondre avec celles et ceux qui tentent de se battre à la base sur le terrain de la lutte de classe, même s'ils le font sans stratégie révolutionnaire qui leur permette de s'opposer à la stratégie criminelle du grand patronat, à la grande propriété commerciale et foncière, tous liés au capital financier.

La composition du gouvernement en système capitaliste ne peut être que bourgeois, qu'il soit de gauche, de droite, ou entre les mains des pires ennemis de la classe ouvrière et du peuple, le fascisme dans sa version ancienne ou moderne. Ce qui est posé c'est la question de l'Etat, de sa nécessaire destruction par ceux qui produisent les richesses. Il ne peut y avoir d'autres alternatives.

C'est la question que nous avons à résoudre ici en France, en Europe et dans le monde entier en nous débarrassant à tout jamais du dernier système d'exploitation et d'oppression de l'histoire, le système capitaliste, et en construisant un monde harmonieux où l'homme ne sera plus un loup pour l'homme.

L'unité de lutte des travailleurs du monde entier constitue un rempart contre la tentation des divers pays impérialistes de déclencher un conflit mondial pour un nouveau repartage du monde. Pour cela il va falloir nous battre et rassembler nos forces.

Contre la division politique et syndicale, il nous faut nous unir pour sortir de la phase défensive où nous tentons de parer les mauvais coups, pour parvenir à établir un équilibre relatif et passer à la l'offensive contre la classe dirigeante et son appareil d'Etat.

Dans les usines et entreprises, il faut suivre l'exemple des travailleurs qui tentent de briser les barrières imposées par la ligne des directions syndicales réformistes et unir les syndiqués des différents syndicats qui veulent vraiment mener des luttes efficaces, mais aussi les non syndiqués qui désapprouvent les tactiques réformistes, de conciliation de classe, de trahison, qui ne mènent qu'à la défaite et au découragement, quand ce n'est pas au désespoir.

Il faut donc reconstruire l'outil qu'il nous manque, un véritable syndicat de lutte de classe, intransigeant, qui défende nos droits et qui soit aussi une école de la lutte de classe, une école pour la Révolution, seule perspective à plus long terme pour résoudre tous les problèmes de notre société. Il faut donc que nos représentants soient reconnus par leurs proches camarades de travail, dans un atelier, une chaine, un bureau,

# sommaire


## Lutte de classe

★La classe ouvrière relève la tête *(p.3)*

★Relevons la tête et reprenons nos affaires en main *(p.4)*

★SNCF : que sonne le clairon de la résistance aux attaques *(p.7)*

★15 postiers au tribunal : relaxe pour tous ! *(p.7)*

★La lutte des sans-papiers à Lille *(p.7)*

## Lutte pour la terre

★La lutte à Notre-Dame-Des-Landes *(p.8)*

## (in)Justice de classe

★Libération conditionnée de Georges Ibrahim Abdallah *(p.9)*

★La police assassine, la résistance s'organise *(p.10)*

## International

★Les internationalistes se rassemblent à Hambourg en soutien à la Guerre Populaire en Inde *(p.11)*

★A bas les interventions impérialistes en Afrique *(p.12)*

★Assassinat de 3 militantes kurdes *(p.12)*

## Culture

★La guerre des paysans *(p.13)*

un laboratoire, qu'ils soient révocables à tout moment, que les décisions soient prises collectivement en partant de la base, que ces comités unitaires de lutte ne soient pas éphémères le temps d'une lutte, mais deviennent des instances permanentes de lutte, de vigilance.

La vie n'est pas coupée en tranches, un comité unitaire dans une entreprise ne doit donc pas être isolé mais être lié aux entreprises voisines, lié à la population locale des quartiers populaires où vivent les travailleurs, pour élargir la lutte aux problèmes du quartier comme le logement, développer l'entraide, de place en place étendre la lutte à tout le pays et au-delà avec les travailleurs des autres pays.

Il est grand temps de s'organiser !

**Formons partout des comités unitaires de lutte dans les entreprises !**

**Développons le Front Ouvrier Révolutionnaire !** ★

# La classe ouvrière relève la tête !

La crise du capitalisme continue et s'approfondit et les conséquences les plus directes et les plus sévères, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui les subissent. On ne compte plus les fermetures d'entreprises, les licenciements et les répressions envers les salariéEs qui osent relever la tête.

**A PSA dans la région parisienne**

Mercredi 12 décembre dernier, plusieurs centaines d'ouvriers et ouvrières du site PSA d'Aulnay-sous-Bois sont allés manifester devant les bâtiments administratifs du groupe à Poissy. Cette mobilisation faisait suite à l'annonce de 1500 suppressions de postes en plus des 8000 déjà annoncée.

La circulation a été bloquée par un barrage de pneus enflammé et en début d'après-midi, plus d'une centaine d'ouvriers et ouvrières ont réussi à rentrer dans le bâtiment et ont retourné les bureaux dans lesquels se tenaient les négociations sur le plan social, qui ont du coup été annulées.

La direction a porté plainte et estime les dégâts à 105 000€. Les flics ont des vidéos des caméras de surveillance et veulent identifier les manifestants sur place. Nous devons d'ores et déjà nous préparer à les défendre au cas où il y aurait des suites.

Concernant l'usine d'Aulnay, ce que les patrons prévoient pour l'instant est de la fermer et de basculer la moitié des effectifs sur l'usine de Poissy (l'autre moitié serait sûrement licenciée…). Mais aujourd'hui, il est demandé aux ouvriers et ouvrières de Poissy de travailler le samedi. Il s'agit ici de la tactique patronale de retirer le maximum de production de l'usine d'Aulnay pour en donner sur les autres sites afin de liquider complètement l'activité sur Aulnay.

La priorité sur les différents sites doit être donnée à la lutte. Evidemment, du côté patronal et gouvernemental qui marchent main dans la main, on met en avant le fameux «dialogue social». Ainsi le premier ministre Ayrault a affirmé : *«Il faut surtout que le dialogue au sein de l'entreprise, la négociation qui avait commencé puisse se poursuivre, c'est l'intérêt de tous.» «Il est important que les partenaires sociaux au sein du groupe, au sein de l'entreprise, puissent faire leur travail jusqu'au bout.» L' «intérêt de tous» dont il parle est surtout celui du patronat en ce qui concerne la «restructuration» du groupe et «faire le travail jusqu'au bout» signifie sûrement «accompagner sereinement et en dehors de toute mobilisation radicale les salariéEs jusqu'à Pôle Emploi»…*

En attendant, l'intersyndicale 93 (CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU, CGC) annonce une manifestation «pour l'emploi et contre les licenciements dans le département», le 17 janvier, à 10 h 30, au départ du Bourget et de Pantin.

**A Petroplus Petit-Couronne**

Le président Hollande s'est déplacé le 5 janvier dernier sur le site de la raffinerie de Petit-Couronne en Seine-Maritime. Il a affirmé que la solution pour le site est de trouver un *«repreneur industriel sérieux»* mais n'en dit pas plus. Le porte-parole de l'intersyndicale a de son côté déclaré : *«Ca fait plus d'un an qu'on se bat pour nos emplois, pas pour avoir de meilleures conditions de licenciement. On ne va pas mourir en silence».*

A Petit-Couronne, c'était Shell qui a exploité le site pendant 80 ans avant de l'abandonner en 2008 dernier. Une des revendications est d'ailleurs de faire payer la dépollution du site à Shell, qui s'élève à 500 millions d'euros. La raffinerie a été placée en liquidation judiciaire le 16 octobre dernier suite à la faillite de Petroplus, sa maison mère suisse. 470 salariéEs sont concernéEs par la fermeture.

**A Arcelor-Mittal Florange**

La lutte continue pour sauver les emplois des hauts-fourneaux de Florange. Le gouvernement et Mittal seraient parvenus à un accord. Mais comment faire confiance à un gouvernement qui se repose sur la «bonne volonté» des patrons, surtout lorsqu'il s'agit de Mittal qui a déjà prouvé qu'il n'obéissait à d'autre loi que celle de la recherche du profit maximum et immédiat ?

D'ailleurs, des documents internes mis à jours en décembre dernier montrent que l'usine est l'une des plus rentables d'Europe du Nord. On voit donc bien que du point de vue du patron, ce qui compte n'est pas la sauvegarde de l'emploi sur un site qui marche plutôt bien de son point de vue mais la réorganisation globale de son outil de production à l'échelle internationale pour dégager encore plus de profits. Du côté du gouvernement, la question de l'indépendance productive n'est même pas posée. Le gouvernement essaye juste de maintenir le statu-quo et de résoudre la crise à l'aide de pansements alors qu'il faudrait attaquer le mal à la racine.

Dans ce contexte, la question de la nationalisation a été avancée. Le gouvernement a tout de suite reculé. En termes immédiats, la question pour les travailleurs de Florange est de sauvegarder l'emploi tout en ne perdant pas leur dignité, c'est-à-dire en refusant de moins bonnes conditions de travail. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, dans le cadre du système capitaliste, la nationalisation ne peut être qu'une solution temporaire de sauvegarde de l'emploi, pas le remède miracle. Seul l'établissement d'un nouveau système économique et la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière peut trouver une solution durable au problème du chômage et de la soumission de la production aux exigences du capital financier.

**A Virgin Megastore**

L'annonce de la direction de Virgin du placement de l'entreprise en cessation de paiement et en redressement

# Relevons la tête et reprenons nos affaires en main !

Hier c'était la droite au pouvoir, aujourd'hui la gauche. Mais **les licenciements, les délocalisations, les liquidations d'entreprises se poursuivent** pour engraisser les patrons et les actionnaires qui vivent de notre travail, se prélassent sur leurs yachts, sur les plages de rêves, jettent l'argent dans les casinos, bref, vivent dans un monde d'opulence, loin de la réalité que nous affrontons chaque jour.

Ils sont de toutes nationalités. **Leur patrie, c'est celle qui leur offre le plus d'avantages fiscaux,** celle où le travail coûte le moins cher, celle où ils sont exonérés d'impôts, voire celle où le terrain leur est donné, celle où le prix de la construction des bâtiments est au plus bas.

Mittal, comme toutes les autres canailles capitalistes, a obtenu des avantages fiscaux, des aides de l'Etat capitaliste, a payé un prix dérisoire pour des installations **payées par la sueur des travailleurs**. La famille Peugeot qui a amassé des milliards vit dans un luxueux château rempli d'œuvres d'art depuis des dizaines d'années en exploitant jusqu'à l'os des centaines de milliers de travailleurs. Aujourd'hui, **ils les jettent à la rue comme des malpropres**.

A la Porte de Versailles, alors que les travailleurs de PSA, les sous-traitants et d'autres usines et entreprises manifestaient et voulaient rentrer dans le salon de l'auto où sont exposés les modèles qu'ils participent à construire, **le gouvernement protecteur des patrons a envoyé les CRS** les arroser de gaz lacrymogènes. Malgré ces tirs, les travailleurs et travailleuses ont répliqué à l'appareil répressif de l'Etat, et ont dénoncé la social-démocratie. C'est cette même social-démocratie qui se porte garante de la propriété du capital **mais pas de la sauvegarde de l'emploi des travailleurs.** Pire, elle les renvoie vers Pôle Emploi grossir les rangs des chômeurs, avant de tomber au RSA.

Dans d'autres usines, les ouvriers montent la garde jour et nuit pour empêcher que les machines ne soient déménagées en douce. Dans d'autres usines, le patronat joue sur la lassitude pour présenter avec le soutien de l'Etat des promesses de reclassement sous la forme de formations bidons, de postes à l'étranger ou ne débouchant que sur du vide.

Les partis de gauche institutionnels n'ont **rien à proposer comme perspective**, pas plus que la droite, pendant que les fascistes piaffent d'impatience espérant récupérer le vote populaire et d'une partie de la classe ouvrière, dégoutés des politiques de droite comme celle de «gauche» qui creuse le lit du fascisme.

Les directions syndicales sont considérées par le pouvoir comme des **partenaires sociaux raisonnables.** Aujourd'hui, ils ne font plus peur, ils n'ont plus le couteau entre les dents, ce qui n'est pas le cas du patronat, abrité derrière le bouclier de l'Etat et de ses sbires.

Mais **ils ont peur de la révolte, ils ont peur du peuple, ils ont peur du réveil de a classe ouvrière** car ils savent qu'ils ne pourront continuer ainsi. Comme le disait le Manifeste du Parti Communiste il y a plus de 150 ans : *«La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces rames – les ouvriers modernes, les prolétaires.»*

Dans l'immédiat, nous devons développer le **Front Ouvrier Révolutionnaire** dont nous avons besoin et former dans chaque usine et entreprise des **Comités de Lutte** unitaires regroupant syndiqués et non syndiqués contre la politique de liquidation des droits sociaux, contre les licenciements, en s'opposant à la politique du patronat, du capital et de l'Etat bourgeois (de droite ou de gauche), et la politique liquidatrice des conciliateurs au sein des partis et des syndicats, tout en restant vigilants contre les provocations des larbins des patrons dans l'entreprise et des nervis fascistes.

**Que 2013 soit une année de lutte contre le système, les licenciements, pour un logement pour tous et pour préparer la révolution !**

***«Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.»***
(Karl Marx, Friedrich Engels –Manifeste du Parti Communiste)

## Pour un Front Ouvrier Révolutionnaire !

**Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire**

judiciaire a agi comme une trainée de poudre dans les magasins de la marque. Ainsi, mercredi 9 janvier dernier, des rassemblements ont eu lieu à Paris, Thiais, Lyon, Rouen, Rennes, Strasbourg, Montpellier, Marseille (2 magasins) et Avignon.

Plusieurs centaines de salariéEs étaient présentEs sur les Champs Elysées d'où, après avoir envahi le magasin, le cortège est parti vers l'Hôtel de Ville. Une Assemblée Générale s'est tenue le soir même.

La lutte des Virgin concerne 1200 emplois et la dynamique impulsée sur les différents sites est un bel exemple de la solidarité à développer entre les travailleurs.

**A Pilpa Carcassonne**

En juillet dernier, la direction de Pilpa a annoncé le projet d'arrêté la production sur son site de Carcassonne. Les 122 ouvrierEs de l'usine fabriquent des glaces. La production de Carcassonne doit être répartie sur les trois autres sites du groupe en France : Plouédern (Finistère), Vayres (Gironde) et Dangé-Saint-Romain (Vienne). Dans le «plan social» initial, la direction prévoyait de reclasser 8 emplois en France (sic !) et 18 à l'étranger (Pologne, Allemagne, Italie et Royaume-Uni). Aujourd'hui, après que le premier «plan social» ait été suspendu par la justice, elle annonce 60 reclassements en France et 22 à l'étranger. C'est clairement du foutage de gueule ! Ces reclassements seraient en fait des postes de saisonniers transformés en CDI à l'intention des travailleurs et travailleuses de Carcassonne, qui refusent cette solution.

Les ouvrierEs de l'usine se sont organiséEs durant les fêtes pour surveiller l'usine de crainte que le patron ne déménage les machines. *«Les machines, c'est le seul moyen de pression»* ont déclaré les élus syndicaux.

**A Perfect Nettoyage Chatenay Malabry**

Les salariéEs de Perfect Nettoyage du site de la résidence de l'Ecole Centrale de Chatenay Malabry ont fait 7 jours de grèves et ont obtenu satisfaction de leurs revendications : requalification de tous les salariéEs à l'échelon supérieur, prime de fin d'année, les 7 jours de grève payés, tenues de travail complètes (blouson, pantalon chaussures de sécurité), aménagements de cuisine pour déjeuner (réfrigérateur, micro-ondes, plaques électriques), aménagements d'espaces de rangement pour le matériel, cela évitera de parcourir….3 hectares ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! !, mise en place des fiches individuelles d'exposition aux produits dangereux et fiches individuelles de pénibilité.

C'est grâce à leur détermination et leur unité que les travailleurs et travailleuses de Perfect Nettoyage ont pu avoir gain de cause. Une lutte victorieuse, ça fait toujours plaisir !

**Négociations sur la «flexi-sécurité» du travail**

De manière globale, le patronat est à l'offensive et entend assouplir les conditions de licenciements des salariéEs. C'est ainsi que des négociations ont lieu entre le MEDEF et les «partenaires sociaux» que sont les syndicats. Entre autres, voici ce que le MEDEF voudrait faire passer :

- opération destruction du CDI en généralisant les contrats de projets et les contrats à durée indéterminée intermittents ;

- contournement du licenciement économique par la création de nouvelles procédures ;

- encouragement du chantage à l'emploi au travers de la généralisation des accords dits «compétitivité emploi « ;

- difficulté plus grande pour la réparation aux prud'hommes (douze mois au lieu de cinq ans pour réclamer des salaires, limitation des dommages et intérêts, …) ;

- possibilité d'un motif de licenciement imprécis ;

- obligation d'accepter un nouveau poste s'il est situé à moins de 50 km ou 1h30 de trajet.

Pourquoi les directions syndicales vont-elles encore chercher à négocier ce qui ne l'est pas ? Nous n'avons pas les mêmes intérêts que les patrons, un accord sur nos conditions de travail est impossible tant que ce n'est pas notre classe qui en impose les conditions par la construction d'un rapport de force en notre faveur !

**Plans sociaux : 2013, année noire en France et dans le monde**

*Article publié sur collectifcontrelespatronsvoyous.com*

De nombreux plans sociaux ont été décidés en 2012 qui vont se concrétiser cette année, entraînant dans leur sillage des départs volontaires, départs à la retraite, licenciements… Une chose est sûre : en 2013, des milliers d'emplois vont disparaître.

Le point sur certaines entreprises concernées, en France et dans le monde :

**EN FRANCE**

**Texas instrument :** la direction de Texas Instrument, spécialiste notamment des microprocesseurs pour la téléphonie mobile et les tablettes numériques, a annoncé la fermeture de son site de Villeneuve-Loubet en 2013 et la suppression de 517 postes.

**Motorola :** l'équipementier américain Motorola Mobility, filiale de téléphonie mobile de Google, pourrait supprimer 170 personnes sur son site de Toulouse et envisagerait même de fermer le centre toulousain.

**PSA Peugeot-Citroën :** Le groupe

engage un vaste plan de restructuration qui prévoit notamment la réorganisation du site de Rennes, en Ille-et-Vilaine, et la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Au total, ce sont quelque 11 000 postes qui devraient disparaître.

**Visteon :** la direction de Visteon, l'équipementier automobile européen, a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi et prévoit la suppression de 243 postes dans le Nord et le Pas-de-Calais. C'est le site de Godecourt qui est le plus touché par cette restructuration.

**Randstadt :** le groupe de travail temporaire a annoncé en décembre un projet de réorganisation de son réseau en France et la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi qui implique la suppression de 163 postes.

**Pierre & Vacances :** le groupe de tourisme et d'immobilier a annoncé un vaste plan d'économie et la suppression de 195 postes, essentiellement en France. C'est le siège du groupe qui est le plus touché par cette restructuration.

**SFR :** deuxième opérateur de télécommunications en France, SFR a annoncé en novembre dernier avoir engagé «un processus d'information-consultation sur un projet de réorganisation de l'entreprise en vue de sauvegarder sa compétitivité et d'accélérer sa mutation vers le numérique». A la clé : la suppression de 856 emplois.

**Air France :** la compagnie aérienne a engagé un plan de restructuration d'ampleur qui prévoit une réduction de 10 % de ses effectifs d'ici 2015, soit la suppression de plus de 5000 postes.

**Alcatel-Lucent France :** Pour faire face à ses difficultés, le groupe a annoncé sa décision de supprimer près de 5500 postes dans le monde. La France est particulièrement touchée avec 934 suppressions d'emplois.

**Albany :** le groupe, spécialisé dans la fabrication de tissus techniques et de matériaux textiles, et qui emploie 4300 personnes dans le monde, a présenté en novembre un projet de réorganisation industrielle avec, pour conséquence, la suppression de 200 emplois sur ses sites français de Sélestat et Saint-Julien.

**Hermès Metal :** le spécialiste des équipements pour la grande distribution a décidé d'une restructuration et se prépare à supprimer 96 postes sur plusieurs de ses sites français. La mise en place du plan de sauvegarde de l'emploi devrait avoir lieu durant le 1er semestre 2013.

**Journal Sud-Ouest :** le groupe Sud-Ouest a annoncé un plan de restructuration au sein du quotidien régional et la suppression de 180 emplois, soit 18 % de ses effectifs.

**Candia :** le groupe Sodiaal, qui détient la célèbre marque de lait Candia, a annoncé la fermeture de trois sites de conditionnement et la suppression de plus de 300 emplois. Les fermetures seront étalées entre 2013 et 2014.

**DANS LE MONDE**

**ING :** dans le cadre d'un grand plan de restructuration et d'un nouveau plan de réduction des coûts, le bancassureur néerlandais ING se préparer à supprimer 2350 emplois.

**Barclay :** l'une des plus grandes banques du Royaume-Uni prévoirait de supprimer 2000 emplois. Selon le Wall Street Journal, la direction devrait annoncer officiellement cette restructuration en ce début d'année.

**Citigroup :** le groupe bancaire américain a annoncé le mois dernier un «repositionnement» qui implique la suppression de 11 000 postes et la fermeture de certaines de ses agences dans le monde.

**Osram :** la société allemande de production de lampes a annoncé un plan de restructuration d'ampleur qui passe par la cession d'usines et la suppression de 4700 emplois d'ici 2014.

**EADS :** dans l'objectif d'améliorer sa compétitivité, le géant industriel a annoncé début décembre la suppression de 850 emplois au sein de sa division «défense et sécurité», Cassidian.

**Panasonic :** le Japonais «Panasonic Corporation», l'un des géants mondiaux de l'électronique, continue à enchaîner les pertes. Après deux grosses vagues de suppression de postes entre 2009 et aujourd'hui, le groupe envisage de se séparer de nouveau de 8000 collaborateurs.

**Faurecia :** l'un des géants mondiaux de l'équipement automobile, filiale de PSA Peugeot-Citroën, a annoncé son intention de supprimer 3000 postes cette année sur ses sites d'Europe occidentale.

**UBS :** dans le cadre d'une restructuration de sa banque d'investissement, la première banque d'affaire suisse prévoit la suppression de 10 000 emplois dans le monde d'ici 2015.

**Tunisair :** pour faire face à une multitude de difficultés, la compagnie aérienne nationale tunisienne a annoncé peu avant les fêtes sa décision d'engager un plan social qui impliquera le licenciement de 1700 salariés.

**La nécessité d'un Front Ouvrier Révolutionnaire**

Depuis 2008, la classe ouvrière relève la tête. Au quotidien, au travail, à chaque diffusion de tracts nous le voyons : de plus en plus de travailleurs et travailleuses sont conscientEs de la nécessité d'un changement radical de société pour apporter une solution réelle et durable aux problèmes que celles et ceux de notre classe rencontrons toutes et tous au quotidien (chômage, fins de mois –voir débuts- difficiles, logement, chauffage, transport, santé, etc.).

Le PS est dénoncé comme étant du côté du patron, augmentant les taxes et les impôts mais ne s'en prenant pas au fond du problème. La «social-démocratie» ne fait plus recette avec ses discours démagogiques mais certaines illusions persistent encore, faute d'alternative suffisamment puissante et organisée. Tout ce que prépare le PS avec ses promesses et son incapacité à résoudre la crise, c'est la montée en puissance d'une forme moderne de fascisme. Tout le monde sent une vague monter et il est d'autant plus urgent de s'organiser pour y faire face.

Du côté des syndicats, les directions syndicale sont dénoncées comme «vendues» et «conciliatrices». Mais à la base, la grande majorité des syndiquéEs sont sincères et s'engagent dans la lutte avec toutes leurs forces. Certains responsables sont véreux et pourris mais

ceux-là sont invariablement dénoncés par les travailleurs et travailleuses. Le patron a toujours recours aux vieilles méthodes de constituer des syndicats où les représentantEs sont achetéEs pour contrer toute autre tentative de rébellion à l'intérieur de l'usine ou l'entreprise.

D'après ce constat, nous pensons qu'il est grand temps de développer le Front Ouvrier Révolutionnaire dont nous avons besoin, unissant les syndiqués et non syndiqués et impulsant la formation de Comités de Lutte au travers de l'unité à la base. Ces Comités de Lutte doivent être l'instrument de la lutte et pas des outils dont le seul but est de peser dans les négociations. Les revendications, c'est au travers du rapport de force qu'elles s'imposent !

Le Front Ouvrier Révolutionnaire fait tomber les illusions sur la «gauche» institutionnelle et ses promesses, met au clair qu'il ne faut pas se laisser berner par les conciliateurs et s'oppose radicalement à la montée du fascisme moderne !

Grâce au Front Ouvrier Révolutionnaire, la classe ouvrière peut se construire un avenir qu'elle maitrisera de ses propres mains, aux côtés de tous ses alliés naturels regroupés dans le Front Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire.

**Ensemble, construisons l'outil dont notre classe a besoin !** ★

# SNCF : que sonne le clairon de la résistance aux attaques !

L'histoire pourrait prêter à sourire s'il ne s'agissait pas d'une sombre cabale antisyndicale. Car ici, c'est bien la haine de classe qui prend le dessus sur le tragi-comique.

Lors de la grève nationale des cheminots du 25 octobre dernier, les grévistes de Trappes (banlieue ouvrière des Yvelines comptant de nombreux chantiers SNCF) se réunissent en assemblée générale et décident de reconduire le mouvement. Les collègues occupent leur site de travail. La direction, elle, est gênée…

**…GENEE AU POINT D'INVENTER UNE AGRESSION**

Sur ce piquet, Jean, militant CGT, est injustement accusé d'avoir agressé un DPX (Dirigeant de Proximité, «petit chef») à l'aide…d'une trompette d'annonceur ! La direction fait croire que le cadre s'est retrouvé sourd sur plusieurs jours. Les témoins sur place (grévistes et non-grévistes) n'ont pourtant vu ni agression, ni accident. Depuis cette grève, la direction fait peser sur Jean une pression insupportable qui se transforme en persécution : demande d'explications écrites en cours de service, présence du Directeur de l'Unité Opérationnelle (chef «plus grand») à 4h du matin à sa prise de service, accusation de ne pas avoir répondu à la demande d'explications écrites alors qu'existe la preuve que la direction l'avait reçue depuis plusieurs jours, courrier préalable à une convocation pour une sanction supérieure au blâme avec inscription…sans que la direction n'ait pris le temps de lire la réponse de Jean ! Son chef présent sur toutes les journées de travail avec lui l'attendait à son retour de vacances à Trappes…

**CONSEIL DE DISCIPLINE ET ORGANISATION DE LA SOLIDARITE**

Un rassemblement de soutien avait lieu le 02 janvier dernier lors du conseil de discipline de Jean. 150 camarades, pour la plupart des cheminots (interservices) se sont réunis devant la direction de l' ET (Etablissement Traction) de Paris Montparnasse dont dépend notre collègue. L'innocence de Jean fut clamée jusque devant le bureau de la Directrice de cet établissement où avait lieu le conseil. Ce qui n'a pas empêché les sanctions. Jean écope de cinq jours de mise à pied et d'une réunion du conseil de discipline en vue d'une mutation disciplinaire.

**QUE DOIT-ON RETENIR ?**

Ces conseils de discipline sont des tribunaux de classe et ceci, quelle que soit l'entreprise. Les travailleurs conscients ne doivent donc pas douter de leur illégitimité. Car le cas de Jean est une mise en garde, une alarme que la direction souhaite fièrement faire retentir afin de casser et stopper les mobilisations ouvrières de luttes. Faire peur, tel est le fer de lance du patronat et de la bourgeoisie. A nous de nous organiser, tout aussi dignement.

Jimmy (cheminot – Paris) ★

# La lutte des sans-papiers à Lille

A Lille, la lutte des sans-papiers prend de l'ampleur et fait parler d'elle. Les sans-papiers sont en grève de la faim depuis 70 jours (au 10 janvier) et tiennent bon sur le parvis de l'église qu'ils et elles avaient occupée avant de s'en faire expulser. Dans une tentative de briser la lutte, deux camarades ont été expulsés vers l'Algérie à la veille du premier de l'an. Mais en riposte, des rassemblements sont organisés tous les jours devant le parvis de l'église Saint Maurice à Lille et devant le siège du PS rue de Solferino à Paris.

A Saint Denis, la Coordination des Sans-Papiers en lutte du 93 occupe depuis le mercredi 9 janvier l'Eglise d'Estrée en solidarité avec tous les sans-papiers en lutte et avec les sans-papiers grévistes de Lille. Des actions ont également été prévues à Lyon, Bordeaux et Marseille.

# 15 postiers au tribunal : relaxe pour tous !

Les 12, 13 et 14 décembre 2012 a eu lieu le procès en appel de 15 syndicalistes de la Poste. Ils sont accusés d'avoir séquestré le service des Ressources Humaines lorsqu'ils avaient occupé de la direction le 10 mai 2010.

Cela fait suite à un mouvement de grève des postiers des Hauts de Seine au printemps 2010 qui s'opposaient à la réorganisation de l'activité de distribution du courrier et le projet «facteur d'avenir» qui met en place des restrictions de personnels, des réductions de tournées, une nouvelle dégradation du service rendu aux usagers avec, entre autre la suppression du principe «un facteur, une tournée» et des conditions de travail aggravées.

Suite à la grève de plus de deux mois et, grâce à leur détermination, les postiers avaient réussi à obtenir la titularisation de 4 CDD, l'annulation de 4 suppressions de tournée et la promesse qu'il n'y aurait pas de poursuites. C'était sans compter la roublardise de la DRH qui a attaqué 15 syndicalistes.

Le résultat devrait être rendu le 28 février prochain. ★

# La lutte à Notre-Dame-des-Landes

Alors que se tient du 4 au 6 janvier le festival FestiZAD, l'opposition populaire au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (44) ne cesse de grandir.

La manifestation de réoccupation du 17 novembre sur le lieu même de la ZAD (Zone d'Aménagement Différée, devenue Zone à Défendre !), notamment, a montré à la fois un saut quantitatif et qualitatif dans la mobilisation.

★ Le nombre, d'abord : 40.000 personnes, cela faisait bien longtemps que l'on n'avait pas vu autant de monde dans une manifestation non-syndicale en pays nantais. C'est un saut important par rapport à la grande manifestation du 24 mars qui avait groupé 12.000 personnes ainsi que plusieurs centaines de tracteurs. Au-delà du nombre, la mobilisation montre que l'opposition est passée à une nouvelle phase, marquée par :

★ L'unité dans l'action établie à la base entre militants anticapitalistes, militants écologistes progressistes nantais et les travailleurs, chômeurs et retraités du nord Loire. Les divergences, assez profondes, entre militants anticapitalistes et militants associatifs écologistes et politiques se sont tues face aux nécessités concrètes de la défense de la terre et de lutte contre la répression. On a vu suite à cette manifestation des paysans, des ouvriers, etc. travaillant ensemble sur des chantiers de réoccupation, selon des plans conçus par les étudiants de l'école d'architecture de Nantes, avec des matériaux acquis avec certaines entreprises de BTP et d'outillage qui pratiquent des rabais. De même, des associations reversent une partie du produit de leur vente pour financer notamment les achats nécessaires à ces chantiers.

★ Une certaine maturité dans l'organisation concrète de la résistance aux expulsions, en termes de communication, de défense des lieux d'occupation face à la police, en termes de conditions matérielles d'accueil, de restauration, d'hébergement d'un grand nombre de personnes pour assurer la résistance aux expulsions.

★ Un rejet croissant des opportunismes. C'est apparu clairement lors de la manifestation du 17 novembre. Jean-Luc Mélenchon, secrétaire du Front de gauche, a été conspué, de même que les dirigeants d'Europe Ecologie-Les Verts venus la veille à grand renfort de caméras désemmurer un squat. Dénoncer les squatteurs et les résistants dans la presse locale et se draper dans leurs habits pour aller pavoiser dans les JT, voici la tactique opportuniste et réactionnaire des Duflot et cie. Ils ne peuvent faire oublier qu'ils sont dans la gestion quotidienne des collectivités locales (mairies, département, région) aux côtés du PS.

★ La construction de nombreux comités de soutien dans toute la Bretagne et au-delà. Il y en aurait plus de 200. Ils assument des tâches d'information, de liaison, de solidarité directe (déplacements sur place pour assister aux mobilisations) ou indirecte (collectes, etc.). La lutte s'élargit et cela se voit également à travers la multiplication des actions en dehors de l'agglomération nantaise, par exemple l'occupation du chantier Vinci du centre commercial Alma à Rennes le 19 décembre, mais aussi les très nombreux bombages dans toute la France contre les locaux du PS, les permanences de ses élus.

Pour qui en doutait, la réponse policière et intransigeante du gouvernement Ayrault montre clairement qu'il n'est là que pour représenter le pouvoir des monopoles capitalistes. Il l'a déjà montré en cautionnant les licenciements massifs de travailleurs, à PSA et ailleurs. C'est un exemple de plus qui doit faire s'évanouir toute illusion sur la volonté de la social-démocratie d'engager la moindre réforme sociale d'envergure.

Aux yeux des capitalistes, les enjeux sont clairs. Il s'agit d'ouvrir un nouveau champ de profit au nord de l'agglomération nantaise, un territoire « vierge » qui fait saliver industriels et promoteurs depuis les années 70. Pour nous, il s'agit en premier lieu de défendre l'accès à la terre, l'agriculture paysanne en nord Loire.

Dans cette perspective, on ne peut se satisfaire des succès déjà acquis et se sentir rassuré sur les capacités d'auto-organisation populaire et sur le foisonnement des initiatives locales, sans se préoccuper de l'issue final de la lutte, comme le font certains. Soit l'aéroport se construit, et alors la spéculation foncière, l'artificialisation des terres, le saccage de leur environnement poussera toujours plus les travailleurs, les chômeurs, les retraités du nord Loire rural dans la misère et la dépendance. Soit l'aéroport ne se construit pas, le bocage est préservé, les habitants de la ZAD peuvent continuer à travailler leur terre, à y vivre.

Mais quelle qu'en soit l'issue, la lutte contre l'aéroport doit déboucher chez ceux qui y participent sur la conscience que seule la lutte politique, la lutte pour le pouvoir du prolétariat peut mettre définitivement fin à tous ces projets barbares qui profitent aux capitalistes. Car les monopoles, c'est encore et toujours l'exploitation des travailleurs, l'appropriation privée des ressources et des activités utiles à tous : régie privée de l'eau, des ordures ménagères, etc. La lutte devra se prolonger aussi longtemps que les monopoles capitalistes existeront et que le pouvoir prolétarien ne sera pas établi fermement. Car c'est à la seule condition qu'elle soit débarrassée des logiques de concurrence et de productivisme à la recherche du profit maximum que l'agriculture paysanne supplantera l'agro-industrie, produit du mode de production capitaliste.

C'est ainsi que la lutte contre l'aéroport de NDDL pose la question du territoire, la question de la contradiction

entre ville et campagne. Dans cette perspective, c'est la question du mode de production et de la propriété des outils de production qui est centrale : voulons-nous une économie au service des intérêts du capital financier basée sur la recherche du profit immédiat maximal au détriment du bien-être de la majorité et de notre environnement ou une économie au service de la majorité travailleuse et basée sur la recherche de la satisfaction des besoins communs ? Voulons-nous une économie où le producteur est à la merci du capital financier et en concurrence permanente avec les autres pour pouvoir survivre ou une économie où le producteur, main dans la main avec les autres, est le rouage de base de la satisfaction des besoins collectifs ? Répondre à cette question trace la ligne de démarcation et nécessite de reconnaître la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Dans ce processus de conscientisation, la tâche des communistes est considérable. Car c'est encore les conceptions démocratico-bourgeoises et écologistes qui prédominent et, bien souvent, l'indifférence. Le travail politique dans la classe ouvrière nantaise sur la question de l'aéroport est complétement délaissé par les syndicats de travailleurs, alors que leur capacité d'action est réelle dans le secteur du bâtiment et pourrait contribuer à paralyser le projet. Les directions réformistes ont la responsabilité de cet immobilisme.

Cette lutte est gagnable, et qui plus est contre un projet soutenu directement par le premier ministre actuel, c'est pourquoi elle est si importante. Chaque victoire compte dans cette phase historique où la classe ouvrière et le prolétariat en général est sur la défensive, ou nous devons tous réapprendre à relever la tête. ★

# Libération conditionnée de Georges Ibrahim Abdallah

Après l'annonce de la nouvelle de la libération conditionnée de Georges Ibrahim Abdallah, le Collectif pour sa libération a émis un communiqué, que voici ci-dessous :

*Article publié sur le blog du Comité pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah*

Aujourd'hui, 10 janvier 2013, la Cour d'appel de Paris a confirmé le jugement du tribunal d'application des peines du 21 novembre 2012 concernant Georges Ibrahim Abdallah.

Cette décision positive constitue une étape décisive dans le long combat judiciaire mené par Georges Ibrahim Abdallah pour obtenir sa libération. Celle-ci reste encore suspendue à la signature d'un arrêté d'expulsion par le ministère de l'intérieur avant le 14 janvier. A cette date, Georges Ibrahim Abdallah comparaîtra - une ultime fois - par visioconférence devant le tribunal d'application des peines, qui statuera finalement sur sa sortie de prison et son retour dans son pays, le Liban.

Après plus de 28 ans de prison, Georges Ibrahim Abdallah va enfin pouvoir rejoindre sa famille, qui n'a pas été autorisée à le voir durant toute sa détention dans les prisons françaises.

Ces 28 ans d'emprisonnement ont reposé, rappelons-le, sur une machination politico-judiciaire, reconnue depuis par certaines des plus hautes personnalités de l'État. Ces années de détention ont été prolongées par l'acharnement des gouvernements successifs, alors que Georges Ibrahim Abdallah était libérable depuis 1999.

Mais ces 28 ans de prison ne sont pas parvenus à briser la résistance de notre camarade, qui n'a jamais renié son engagement politique communiste durant ces longues années et qui n'a jamais failli dans la solidarité qu'il a toujours exprimée à l'égard des peuples en lutte, avec le peuple palestinien tout d'abord.

C'est cette force de résistance de Georges Ibrahim Abdallah qui a stimulé le mouvement de soutien exigeant sa libération, dont les manifestations se sont multipliées ces derniers temps, non seulement au Liban et partout en France, mais aussi en Belgique, en Tunisie, en Allemagne…

Nous sommes fiers d'avoir lutté aux côtés d'un camarade aussi digne et résolu dans son combat contre l'impérialisme et le sionisme, pour la liberté.

*Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah*

Paris le 10 janvier 2013

**DERNIERE MINUTE :** Valls a refusé de signer l'arrêté d'expulsion conditionnant la libération de Georges ! Les juges lui laissent jusqu'au 28 janvier. ★

# La police assassine, la résistance s'organise

Fin octobre a eu lieu une soirée de commémoration de la mort de Zyed et Bouna et des révoltes de 2005 avec, entre autres, prises de paroles et concerts. Lors de cet évènement, des représentants de collectifs de familles de victimes de violences policières, membres du collectif Vies Volées, étaient présents. C'est à cette occasion que nous avons rencontrés Ramata Dieng, sœur de Lamine Dieng. Nous l'avons retrouvée quelques jours plus tard pour un entretien.

C'est en 2010, par la volonté d'une dizaine de famille, notamment celle de Lamine Dieng, que le Collectif Vies Volées est créé. Ramata nous apprend que, considérant les difficultés traversées, notamment juridiques, Vies Volées s'est donné pour but de faciliter les démarches des familles de victimes, grâce, entre autres, à des avocats.

Il organise également une commémoration commune annuelle en mars. Elle nous raconte que la première commémoration a eu lieu sur le parcours Opéra-Châtelet, avec l'objectif de sensibiliser sur la question des brutalités policières, de réclamer une égalité de traitement judiciaire, politique, médiatique. Lors de cette journée des violences policières, la principale revendication est «Vérité et Justice !». En parallèle de ces rassemblements, le collectif souhaite la construction d'un monument aux morts dédié aux victimes des violences policières.

Le collectif effectue un travail de recherche des familles qui ne lancent pas de procédures judiciaires. Ramata déplore la difficulté de ce travail car les médias ne relayent ces informations que lorsqu'elles sont accompagnées «d'action» -voitures brûlées, etc.- mais sans en décrypter la cause. On passe de «Zyed et Bouna, deux jeunes tués par la police» à «2005, les émeutes des violents jeunes de banlieue». Le collectif regrette que trop peu médias relayent ces informations, et le manque de juristes et avocats face à l'impunité des flics.

La question est posée : «Si la peine de mort a été abolie, pourquoi recense-t-on toujours autant de morts de la police ?». Le collectif lutte pour que justice soit rendue et que la mémoire des victimes soit respectée. Ce travail est essentiel quand on sait qu'en 2012, tous les quinze jours, une personne meurt à cause de la police.

Le Collectif organisera sa marche annuelle en mars 2013.

Relayez l'information, suivez l'actualité du collectif sur le site http://atouteslesvictimes.samizdat.net/

**Collectif Lamine Dieng**

Extrait de la déclaration de la famille Dieng :

«Il y a 3 ans, 7 mois et 17 jours : le dimanche 17 juin 2007 entre 4h et 4h30du matin, Lamine Dieng a été interpellé par 8 policiers du commissariat du 20ème arrondissement de Paris.

Après l'avoir plaqué au sol face contre terre, l'avoir menotté aux poignets, un bras passé par dessus l'épaule et l'autre replié dans le dos, et lui avoir attaché les chevilles avec une sangle de contention en cuir, les policiers on traîné et jeté Lamine Dieng dans le fourgon de police.

Là, sur le plancher du fourgon, tandis qu'un policier pressait sa tête, quatre autres comprimaient son thorax agenouillés respectivement sur son épaule droite, son épaule gauche, son bassin et ses jambes maintenues repliées.

Lamine avait 25 ans, en bonne santé et a perdu la vie dans ces conditions-là, dans ce fourgon de police aux mains de ces 5 policiers. Cinq professionnels garants de la sécurité publique, initialement appelés pour tapage nocturne.

En 2 jours, la Police des polices (IGS) a conclu que Lamine était «mort naturellement d'un arrêt cardiaque».

La famille a déposé une plainte avec constitution de partie civile le 22 juin 2007.

Une information judiciaire a été ouverte le 10 juillet 2007.

À ce jour, l'instruction judiciaire n'est pas encore terminée et la famille attend toujours les conclusions de l'enquête du Magistrat en charge du dossier.»

Le 24 juin 2007 a eu lieu la première marche blanche, regroupant un millier de

personnes. Voisins et militants ont alors créé le Collectif Lamine Dieng. Puis les marches blanches se sont transformées en marches revendicatives.

Plus d'infos sur : http://coucxx.skyrock.com/

**Collectif Mahamadou Maréga**

Le 1er décembre 2012 a eu lieu la commémoration à Colombes de Mahamadou Maréga.

Ce malien de 38 ans a été tué le 30 novembre 2012, où 17 flics débarquèrent pour une intervention d'expulsion suite à une dispute de colocataire… Asphyxié au gaz lacrymogène, électrocuté par 16 tirs de Taser dont plusieurs en contact direct et matraqué à sang… Du 12ème étage au rez-de-chaussée, il est mort plaqué face contre le sol de l'ascenseur par plusieurs policiers, ses pieds et mains étaient attachés.

Le juge a rendu une ordonnance de non-lieu 2 ans après, malgré la décision du Défenseur des droits qui recommande que des poursuites disciplinaires soient engagées à l'encontre des gardiens de la paix.

Plus d'infos sur : collectif-vjp-mmarega.blogspot.fr

**Wissam, on n'oublie pas !**

Le 31 décembre dernier était la date anniversaire de la mort de Wissam, un jeune Clermontois tué par la police suite à une interpellation lors de la soirée du réveillon. Il était resté 9 jours dans le coma avant de mourrir.

Des camarades de la JCML se sont réunis au quartier de la Gauthière et ont distribué des tracts pour ne pas oublier que ce meurtre d'Etat est resté impuni. La dif' a été très bien accueillie et a permis de riches discussions avec les habitantEs de ce quartier populaire de Clermont-Ferrand. ★

# Les internationalistes se rassemblent à Hambourg en soutien à la Guerre Populaire en Inde

*Le 24 Novembre, la Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde s'est tenue dans la ville de Hambourg, en Allemagne.*

Suite à l'appel conjoint du Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde et de la Ligue contre l'Agression Impérialiste, basée à Hambourg, les internationalistes de différentes parties du monde se sont réunis pour échanger leurs vues sur comment développer l'action internationale en faveur de la lutte du peuple indien contre l'impérialisme, le semi-féodalisme et le capitalisme bureaucratique.

Des délégations, organisations et individus en provenance d'Afghanistan, Autriche, Brésil, Canada, Colombie, France, Allemagne, Hollande, Iran, Italie, Kurdistan, Norvège, Palestine, Pérou, Philippines, Espagne, Sri Lanka, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni et de nombreux autres pays ont participé à la Conférence. Quelque 300 personnes ont assisté à l'événement.

Des Partis Communistes, des organisations de masse révolutionnaires, des organisations de jeunes révolutionnaires et des organisations de solidarité et anti-impérialistes de tous les coins du monde ont fait des déclarations de soutien aux camarades indiens.

De nombreux pays d'où les camarades et amis des maoïstes indiens n'étaient pas en mesure de participer au travers d'une délégation ont envoyé des messages de soutien. La liste des Partis et Organisations participantes et toutes les déclarations et messages seront publiés dans les prochains jours sur le site Internet de la Conférence : www.indienkonferenz.tk

Sur la même page Web, les photos de la Conférence ainsi que des informations à propos de la campagne de préparation – y compris la vidéo officielle de mobilisation, les graffitis, les affiches et ainsi de suite – peuvent être consultées.

La Conférence a également contenu un programme culturel avec des groupes de musique jouant de la musique folklorique suédoise, du Rap allemand et des chants révolutionnaires de Turquie, le tout dans un profond esprit anti-impérialiste.

Une importante déclaration a été faite par un camarade palestinien, qui a souligné qui la lutte du peuple indien est liée à la résistance contre les occupants sionistes meurtriers et leurs maîtres impérialistes yankees. A la fin du discours, des slogans en faveur du héroïque peuple palestinien ont retentit dans la salle. Les organisateurs de la Conférence ont déclaré une ferme condamnation des attaques barbares contre la population de Gaza.

Une autre caractéristique importante de la Conférence était le grand nombre de jeunes qui ont participé, non seulement en tant que participants, mais aussi dans le cadre des structures organisatrices. Cet aspect, ainsi que le caractère véritablement internationaliste de l'événement, lui a donné un caractère très vivant et dynamique.

Après la partie officielle du programme, les délégués et participants ont continué à célébrer et jusque tard dans la nuit, les chansons révolutionnaires dans de nombreuses langues et les slogans anti-impérialistes, antifascistes militants et communistes ont donné le ton de cette chaleureuse fête de l'internationalisme.

À la suite de la Conférence, des mesures concrètes ont été réalisées dans la coordination des forces qui soutiennent la Guerre Populaire en Inde. Cela aura sans aucun doute un impact très réel sur le travail international et conduira à une campagne internationale encore plus forte.

Lorsque nous avons rédigé l'appel à la Conférence, nous avons affirmé que nous voulions qu'elle soit l'expression vivante de l'internationalisme prolétarien. Elle l'était. Depuis la Conférence de Hambourg, un cri résonne affirmant :

Nous sommes aux côtés de nos camarades en Inde !

Victoire à la Guerre Populaire !

**Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde**

**Ligue contre l'Agression Impérialiste (Hambourg, Allemagne)**

26th Novembre 2012 ★

# A bas les interventions impérialistes en Afrique !

A peine les troupes combattantes d'Afghanistan retirées (1400 restent tout de même sur place pour la «formation» et la «logistique»), l'impérialisme français intervient au Mali.

Lorsque nous parlons d'intervention militaire :

Nous ne saurions oublier que ce sont les impérialistes américains qui ont soutenu les forces réactionnaires en Afghanistan pour lutter contre l'invasion du social-impérialisme soviétique.

★ Nous ne saurions oublier l'intervention impérialiste américaine qui a détruit l'Irak et qui laisse le chaos.

★ Nous ne saurions oublier les résolutions jamais appliquées de l'ONU contre la politique colonialiste d'Israël en Palestine.

★ Nous ne saurions oublier l'intervention des différents impérialistes dans les pays arabes pour soutenir de nouvelles forces réactionnaires, conquérir des marchés et des zones d'influence et dévoyer la juste révolte populaire.

L'Afrique est devenu le champ de bataille économique entre les impérialistes occidentaux et les nouveaux impérialistes (Chine, Russie) et grands pays émergents (Brésil et Inde). Les anciens impérialistes qui détiennent des intérêts en Afrique grâce à la colonisation et au colonialisme moderne veulent les défendre jusqu'au bout, tandis que les nouveaux impérialistes et les émergents cherchent à tout prix à en conquérir de nouveaux.

C'est dans ce contexte que l'impérialisme français intervient régulièrement en Afrique sous différentes formes pour préserver ses intérêts, comme récemment en Côte d'Ivoire. Il se prépare aussi à renforcer sa présence en Somalie. Plusieurs pays sont même concernés par des clauses

confidentielles d'intervention française en cas de déstabilisation du pouvoir.

Aujourd'hui l'impérialisme français, qui soutient les anciens chiens de garde au Mali, a pour objectif de préserver les intérêts de la France, c'est-à-dire poursuivre et développer le pillage organisé des matières premières. L'intervention contre les groupes islamistes est le prétexte qui sert à la France pour justifier l'intervention militaire.

Bien sûr, les forces islamistes fondamentalistes sont réactionnaires et sont des ennemis du peuple, mais ce qu'il faut voir ici c'est que le «danger islamiste» est utilisé par les impérialistes pour combattre les révoltes populaires en Afrique et dévier la colère du peuple en Europe et dans les autres pays. Cette manœuvre tente de dresser une partie de la classe ouvrière contre l'autre et ainsi préparer les solutions fascistes à la crise. A terme, la mobilisation pour une nouvelle guerre de repartage au niveau mondial n'est pas à exclure. L'objectif des gouvernements, de droite ou de gauche, est de maintenir à tout prix la domination du capitalisme sur l'ensemble des peuples du monde.

Mais dans le monde des forces se dressent contre les exploiteurs et les oppresseurs et mènent la guerre populaire sous la direction des partis communistes maoïstes comme en Inde, aux Philippines, en Turquie, pendant que dans de nombreux pays se développent et se reconstruisent les nouveaux partis communistes maoïstes pour préparer et étendre la guerre populaire contre les impérialistes et les chiens de garde, quel que soit le masque sous lequel ils se dissimulent, laïcs ou religieux.

Comme il a été déclaré à la Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde, qui a regroupé des représentants des forces révolutionnaires de 20 pays, le meilleur soutien aux peuples en lutte que nous pouvons apporter est de développer la lutte révolutionnaire dans nos pays respectifs. Ici en France, notre tâche première est de nous opposer à notre propre impérialisme. C'est la seule façon d'en finir avec l'impérialisme, le système capitaliste d'exploitation et d'oppression, la seule façon d'en finir avec la guerre.

**A bas les interventions et les manœuvres de l'impérialisme en Afrique !**

**Vive la lutte des peuples contre les chiens de garde et les réactionnaires de tous bords !**

PC maoïste de France ★

# Assassinat de 3 militantes kurdes

Ce sont près de 600 personnes qui se sont rassemblées ce matin, à l'annonce de l'assassinat de trois militants kurdes, dans le 10ème arrondissement de Paris.

Fidan Dogan, représentante en France du Congrès national du Kurdistan et permanente du Centre d'Information Kurde, Sakine Cansiz, fondatrice du PKK, parti des travailleurs kurdes interdit en Turquie, et Leyla Soylemez ont été retrouvées mortes, tuées d'une balle dans la tête.

Manuel Valls s'est déplacé en début de matinée sur les lieux, au Centre d'Information Kurde. La levée des corps a eu lieu en fin de matinée et la foule réunie s'est ensuite dirigée vers l'Institut Kurde de Paris.

Samedi 12 janvier, une grande manifestation européenne s'est déroulée, rassemblant 50 000 personnes.

Outre les organisations kurdes et de la gauche de Turquie, les communautés des peuples opprimés étaient présentes : Tamouls, Kabyles, Arméniens, Catalans, Bretons,… ★

# La Guerre des Paysans

La compagnie «Jolie Môme» nous présente à St Denis un spectacle qui met en scène toute l'effervescence du seizième siècle dans le Saint Empire germanique et les prémices de la guerre des paysans.

Le docteur Faust, à la recherche du savoir absolu et de l'éternelle jeunesse, débarque dans un monde complètement bouleversé par d'incommensurables événements : l'invention de l'imprimerie, la révolution Copernicienne, les grandes découvertes, Descartes qui postule que la recherche de la vérité repose sur la Raison, la Réforme selon Luther, Münzer qui prêche la rébellion, et enfin, pour couronner l'ensemble, la révolte populaire dite «soulèvement de l'homme ordinaire» entre 1524 et 1526 dans de larges parties de l'Allemagne.

**L'imprimerie :** les premiers imprimés furent réalisés à l'aide de bois gravés permettant la reproduction en nombre d'écrits et de gravures. La véritable invention de Gutenberg (1454) fut l'introduction de la presse à imprimer, en même temps que la mise au point de la fonte des caractères et de l'alliage plomb antimoine et enfin de l'encre servant à l'impression. La diffusion du savoir écrit se faisait alors principalement par l'intermédiaire des moines copistes et dépendait donc du bon vouloir de l'Eglise. On comprendra qu'à l'époque de la Réforme de Luther et des grandes découvertes, cette invention a eu un poids déterminant dans l'histoire.

**La révolution Copernicienne :** au Moyen Age on ne parle d'astronomie mais d'astrologie. Le mouvement des astres, encore assez méconnu, est gouverné par les lois divines. La représentation de l'univers en vigueur suit alors un modèle géocentrique : la terre est plate, immobile et elle est le centre du monde. Copernic, en 1510, propose un modèle héliocentrique. La totalité des théologiens, catholiques et protestants, prirent position contre cette théorie. Galilée, en 1610, avait dû abjurer ses convictions scientifiques considérées comme hérétiques par le tribunal de l'inquisition. Descartes (1630) tenta de défendre une recherche reposant sur la raison et «les lumières naturelles» plutôt que sur celles de la foi. Enfin Newton (1687), sur un modèle mathématique, apporta la preuve de l'orbitation de la terre. Ses écrits ne seront d'ailleurs enlevés de l'Index qu'en 1757 !

**Les grandes découvertes :** les découvertes de l'époque ouvrent la possibilité d'imaginer un monde autre que celui qui semblait immuable depuis des siècles. Avec la découverte des Amériques (1492), la terre cesse d'être plate. Le commerce se trouve démultiplié, le pillage et les massacres aussi. C'est aussi le moment où Ambroise Paré réalise la première autopsie officielle sur un cadavre, ouvrant la voie à une connaissance scientifique du corps humain.

**La Réforme :** Luther versus Münzer (son ancien disciple qui appelle à la révolte) :

Les abus de l'église catholique suscitent des critiques et divers théologiens incitent à une réforme religieuse. Luther rédige ses 95 thèses en 1517 qu'il affiche, selon la légende, sur la porte de l'église de sa ville : Wittenberg (où se déroule le spectacle de «Jolie Môme»). Selon Luther, «un chrétien est le maître de toutes choses et n'est le sujet de personne». Cette argumentation et sa traduction en allemand du Nouveau Testament, en 1522, sont des déclics décisifs pour le soulèvement de la population des villages. Les gens simples peuvent désormais mettre en cause les prétentions de la noblesse et du clergé, jusque-là justifiées par la volonté de Dieu. Rappelons-nous : les exactions de la noblesse féodale et de la hiérarchie ecclésiastique (évêques, archevêques, abbés, prieurs…et la papauté) appauvrissent encore une population déjà misérable. L'Eglise emploie l'excommunication et le refus d'absolution (et même la torture) pour extorquer des taxes qui l'enrichissent. Ils touchent la dîme et des taxes féodales mais aussi, pour soutire encore plus d'argent au peuple, ils ont recours à la confection d'images saintes et reliques miraculeuses. Surtout ils ont recours au trafic des indulgences. Le code pénal (1532) est là pour punir les récalcitrants : il traite de «la façon de couper les oreilles, couper le nez, crever les yeux, trancher les doigts et les mains, décapiter, rouer, brûler, pincer avec des tenailles brûlantes, écarteler…»

Les points de vue de la Réforme sont une justification essentielle pour les paysans insurgés mais Martin Luther va prendre ses distances avec la guerre des paysans. Dès 1521, il insiste sur la séparation entre le domaine temporel et le domaine spirituel. En janvier 1525, il

adresse un libelle : «Contre les prophètes célestes» qui ne laisse aucune illusion sur sa supposée bienveillance vis-à-vis du petit peuple : «à nouveau, les hordes de paysans, en train de tuer et de piller, […] il faut les pulvériser, les étrangler, les saigner, en secret et en public, dès qu'on le peut, comme on doit le faire avec des chiens fous».

Face à cela, **le programme de Münzer,** ancien partisan de Luther, semble quasiment communiste ! Le jour du soulèvement général, cela fait plusieurs mois déjà que Münzer parcourt les campagnes pour former une ligue de paysans, de mineurs, de journaliers afin de mettre en œuvre son programme : réaliser le bonheur sur terre. Il exige l'instauration immédiate sur la terre du Royaume de Dieu, par le retour de l'Eglise à son origine et par la suppression de toutes les institutions qui seraient en contradiction. Pour Münzer, ce Royaume sur terre, n'est pas autre chose qu'une société sans aucune différence de classes, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'Etat autonome étranger aux membres de la société. Selon son programme, toutes les autorités existantes, si elles refusent de se soumettre et d'adhérer à la révolution, devaient être renversées ; tous les travaux et les biens devraient être mis en commun et l'égalité la plus complète régner. Une ligue fut fondée avec l'objectif de réaliser ce programme non seulement en Allemagne, mais dans l'ensemble de la chrétienté. Citons Münzer : «Ce sont les seigneurs eux-mêmes qui sont responsables de ce que les pauvres deviennent leurs ennemis. S'ils se refusent à supprimer la cause de la révolte, comment veulent-ils supprimer la révolte elle-même ?…»

Evidemment, le pape et Luther s'unirent «contre ces bandes paysannes, pillardes et tueuses». En mai 1525, Münzer fut capturé, torturé et finalement exécuté. Le protestantisme perdit vite son caractère révolutionnaire. Au contraire, il alla même jusqu'à vouloir renforcer les situations sociales en place avec son dogme : «Soumettez-vous aux autorités»

**Engels,** vit dans cette révolte qui a enflammé le Saint Empire germanique **«la plus grande révolte populaire entre Spartacus et la révolution française».** («La guerre des paysans»)

C'est tout ce foisonnement d'idées qui fait souffler un vent révolutionnaire sur l'Allemagne (le Saint Empire Germanique) de ce début de seizième siècle. Cette révolte (1524-1526) a aussi été appelée le Soulèvement de l'homme ordinaire. On estime généralement qu'environ 300 000 paysans se révoltèrent. 1000 églises, monastères et châteaux furent brûlés. Les paysans rejoints par les mineurs et par de petits artisans parvinrent à s'emparer de plusieurs et villes (Ulm, Erfurt, Saverne, Mülhausen). Les princes, protestants et papistes mêlés, s'unirent pour écraser la révolte des gens ordinaires. On estime que 100 000 révoltés furent tués.

**Les douze articles du manifeste des paysans** sont très explicites : ils réclamaient pour les paroisses le droit d'élire et de révoquer elles-mêmes leurs pasteurs, la suppression de la petite dîme et l'utilisation, une fois payés les traitements des prêtres, de la grande dîme pour des buts d'utilité publique, l'abolition du servage, du droit de pêche et de chasse et de la mainmorte, la réduction des corvées, impôts et redevances excessifs, la restitution des bois, des prairies et privilèges arrachés par la violence aux communes et la suppression de l'arbitraire dans le justice et l'administration.

Mais revenons au «Faust» de la compagnie «Jolie Môme» à St Denis. L'action se place très précisément en 1525, à Wittenberg, le jour de pâques. Thomas Münzer voyage depuis cinq mois dans le sud de l'Allemagne pour préparer le soulèvement des insurgés en formant une ligue de paysans, de mineurs, de journaliers…capables de parvenir à son objectif : réaliser le bonheur sur terre, ce qui l'oppose de front à Luther qui ne voit le salut qu'au ciel.

**C'est dans cet énorme foisonnement d'idées et dans ce bouillonnement prérévolutionnaire que se démènent Faust, à la recherche du Savoir et de la jeunesse éternelle, et le diable tentateur. Et pendant ce temps-là la révolte gronde.** ★

# abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

**NOUVEAU :** La Cause du Peuple est sur facebook à Pierre Overney, *rejoignez-nous !*


Imp. Spé.